

The net impact would be either to make our membership more exclusive i.e. don't register everyone with education and two years or make part of our membership more select through a mechanism such as "Professional Engineering Fellow". Then tie to requirement to have or be supervised by a P. Eng. Fellow if services to be offered to third party.

Leaving this very real area of concern let me close by giving you my thoughts about the downside. What if major projects continue to face the hurdles they are currently experiencing? What if a sponsor decides the whole thing is just not worthwhile? That he can't continue to spend 50 or 75 or 100 million dollars per year on faith?

In a very preliminary assessment, I have concluded that turning off one of the projects would soon ripple through the economy of Alberta. The problem is what the ripples will look like.

To date, Alberta has not suffered as a result of indecision. Sponsors and potential suppliers of goods and services have been stockpiling resources — especially people — in anticipation of what is to come. Much of the commercial construction that has filled the trough to date is also speculation.

To me, this implies that if a slowdown comes, — and I think it will in just a few months if something isn't resolved soon — we will see a significant indirect impact as well as a direct one.

Not only will the project and its construction managers and consultants feel the pinch, so will commercial and residential construction, so will municipal developers, so will municipal engineers and so will many others.

This translates into perhaps 1250 engineering positions. Some would be absorbed into other ventures, but it would certainly put an abrupt halt to things such as signing bonuses and relocation allowances which have become the norm.

Certainly it will cut off the pot of gold that some of our marginal professionals seem to be abusing, and through oversupply, increase the standards of service our members provide — probably the only benefit from a slowdown. Then we would have less need for any solution.

If we are to avoid the gloom and doom of such a slowdown, we are going to have to encourage our governments to establish the rules of the game. If we wish Alberta and Canada to develop, perhaps we should be more active in suggesting the rules of the game. How long can we afford to delay the replacement of 2 billion dollars per year of imported oil through construction of an oil sands plant? Can we afford to throw away the pools of skills that have been brought together?

Ce qui aurait pour effet net, soit de rendre l'affiliation à notre association plus exclusive (en n'acceptant pas tous ceux qui ont de l'instruction et deux années d'expérience), soit d'en rendre une partie plus sélecte par un mécanisme comme le «*Professional Engineering Fellow*». Il y aurait ensuite assujettissement aux exigences, et surveillance par un P.E.F. si les services sont offerts à un tiers.

Voilà pour cette préoccupation très réelle. En conclusion, permettez-moi d'aborder les aspects négatifs et de vous donner mon opinion. Qu'advient-il si les grands projets continuent à se heurter aux obstacles qu'ils rencontrent actuellement? Qu'arrivera-t-il si un bailleur de fonds décide que toute l'affaire n'est pas valable et qu'il ne peut continuer à dépenser \$50, \$75 ou \$100 millions par année sur de simples présomptions de réussite?

Après une évaluation rapide, j'en ai conclu que mettre un terme à l'un des projets aurait tôt fait d'avoir des répercussions sur l'économie albertaine, mais quelles répercussions?

A ce jour, l'Alberta n'a pas souffert de l'indécision qui règne. Les bailleurs de fonds et les éventuels fournisseurs de biens et de services ont accumulé des ressources, notamment des ressources humaines, en vue de ce qui s'en vient. Une grande partie de la construction commerciale qui s'est faite à ce jour représente aussi de la spéculation.

A mon sens, cela veut dire que s'il advient un ralentissement, et je pense qu'il y en aura un dans quelques mois si on ne règle pas quelque chose bientôt, nous en subissons de graves conséquences, tant directes qu'indirectes.

Non seulement le projet lui-même et les entrepreneurs et experts-conseils, mais aussi la construction commerciale et résidentielle, les promoteurs municipaux, les ingénieurs municipaux, et bien d'autres en subiront les conséquences.

Ce qui toucherait peut-être 1250 postes d'ingénieurs. Certains ingénieurs seraient engagés par d'autres entreprises, mais le ralentissement mettrait certainement fin à des avantages comme les primes de signature et les indemnités de réinstallation, qui sont aujourd'hui la règle plutôt que l'exception.

Il bloquerait la mine d'or dont certains de nos professionnels indépendants semblent abuser mais, à cause du surnombre qu'il créerait, permettrait d'élever les normes des services fournis par nos membres — ce qui serait probablement le seul avantage. On aurait alors encore moins besoin de solution.

Pour éviter les écueils d'un tel ralentissement, nous devons encourager nos gouvernements à déterminer les règles du jeu. Si nous voulons que l'Alberta et le Canada se développent, nous devrions peut-être proposer des règles plus activement. Pendant combien de temps pouvons-nous permettre d'importer 2 milliards de dollars de pétrole par année en attendant la construction d'installations pour l'exploitation des sables bitumineux? Pouvons-nous permettre de renvoyer toutes les compétences que nous avons réunies?